

Juncker donne le coup d'envoi à la naissance de l'Europe des Vingt-Sept

LE RÉSUMÉ

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a présenté hier son **livre blanc sur l'avenir de l'Europe après le Brexit**, à l'horizon 2025.

Le document, très attendu, contient **cinq scénarios** allant de la continuité au fédéralisme. Les **dirigeants européens devront trancher** d'ici les élections européennes de 2019.

VINCENT GEORIS

Où va l'Europe? Dans deux ans, le Royaume-Uni aura tiré sa révérence. Le départ de ce grand État, et les négociations y afférentes, vont-ils renforcer les forces populistes et europhobes qui menacent l'Union européenne? Ou, au contraire, débarrassés du plus sceptique d'entre eux, le Vingt-Sept réussiront-ils enfin à unifier l'Europe?

Pour le président de la Commission

européenne Jean-Claude Juncker, le Brexit ne peut «stopper l'UE dans sa marche vers l'avenir». Jean-Claude Juncker a donné hier le coup d'envoi d'un processus pour sortir l'Europe de cette crise existentielle.

Tout tient dans un livre blanc sur l'avenir de l'Europe, présenté hier en primeur au Parlement. Le document, d'une trentaine de pages, propose cinq scénarios pour réformer l'UE, une réflexion autour de cinq piliers et un agenda. Il propose une réflexion autour de scénarios, sans exprimer de préférence.

Le président lui-même en a écrit plusieurs parties, avec un comité de deux ou trois personnes. Les commissaires européens ont eu l'occasion de l'amender mardi après-midi, lors d'une réunion extraordinaire.

«*Quo vadis Europa?*» a lancé hier Jean-Claude Juncker, plein d'emphase, dans l'hémicycle européen, faisant allusion au sommet de Rome du 25 mars prochain où les dirigeants européens commémoreront les 60 ans du traité fondateur de l'UE. Le président de la Commission espère que le livre blanc servira de base à la réflexion des 27. «*Rome doit marquer le début d'un nouveau chapitre*, estime-t-il. *Nous avons le choix entre de nombreux chemins, certains sont plus per-*

nicieux. D'autres sont plus prometteurs.»

Cinq scénarios

Chaque scénario présente un degré différent d'intégration des États dans l'Union européenne (lire encadré). Cela va de l'Europe qui s'inscrit dans la continuité, sur la base des réformes décidées par le passé, au modèle fédéral dont rêve Guy Verhofstadt et les Verts, en passant par les coopérations renforcées entre certains États.

Officiellement, l'exécutif européen n'appuie aucun de ces scénarios. On sait pourtant que Jean-Claude Juncker, issu de la famille PPE (centre droit), a de tout temps privilégié les coopérations renforcées. L'Europe à plusieurs vitesses, chère à la chancelière allemande Angela Merkel.

La Commission Juncker, encadrée par Berlin et Paris, n'a en réalité aucune marge politique qui lui permettrait de privilégier la moindre option avant les élections présidentielles françaises d'avril-mai 2017 et législatives allemandes du 24 septembre.

Ces deux échéances électorales donneront un signal politique fort pour l'avenir de l'Europe ou, en cas de victoire de populistes europhobes, sa désintégration.

L'extrême droite n'a pas été épargnée par Jean-Claude Juncker lors de son interven-

LES CINQ SCÉNARIOS POUR L'UE DE 2025

1 — La continuité. Les 27 poursuivent les réformes prévues par le passé. Leur unité est préservée, mais les réalisations se font attendre. Des exemples? Les citoyens européens franchissent toujours les frontières sans s'arrêter, mais les contrôles de sécurité aux aéroports restent fastidieux. Les voitures connectées passent difficilement d'un État à l'autre pour des raisons d'incompatibilité des réseaux.

2 — Rien d'autre que le Marché unique. L'Europe, incapable d'évoluer, se recentre sur le Marché unique. C'est simple, mais l'UE se restreint. Franchir les frontières, trouver un emploi ou jouir d'une pension dans un autre État devient difficile. Les voitures connectées passent difficilement les frontières.

3 — Ceux qui le veulent font plus. L'UE continue comme aujourd'hui, mais les États qui le veulent avancent dans certains domaines. Quinze États créent un corps de police pour s'attaquer à la criminalité. Douze États adoptent des normes communes sur les voitures connectées.

4 — Faire moins, mais de manière plus efficace. L'UE est la seule compétente dans quelques matières bien précises. Elle agit plus rapidement, mais parvenir à cette évolution sera compliqué. Dans ce scénario, une Agence européenne de contre-terrorisme est créée pour prévenir les attaques, démanteler les trafics. Une Autorité européenne des télécoms facilite la libération des fréquences pour les voitures connectées.

5 — Faire plus, tous ensemble. Les États transfèrent plus de souveraineté à l'UE. Dans ce scénario fédéraliste, l'UE

décide plus vite et mieux. Les citoyens européens ont plus de droits. Mais certains ont l'impression que l'Europe absorbe de manière illégitime les pouvoirs de leurs autorités nationales. Une armée européenne est créée, de même qu'un FBI européen. Les frontières ont disparu et les citoyens européens circulent sans encombre avec leur voiture connectée.

V.G.

tion au Parlement. «*Nous n'avons pas le droit d'être patriotes les uns contre les autres*», a-t-il averti.

Un agenda, cinq piliers

Le document comporte aussi des échéances précises (voir l'infographie). «*Le livre blanc, c'est le coup d'envoi d'un agenda, dit une source proche des discussions. Nous ne voulons pas passer les trois prochaines années à parler du Brexit.*»

L'agenda commence le 1^{er} mars et se termine en juin 2019, à l'élection du Parlement européen. Les États membres sont invités à faire un choix entre les scénarios, ou faire un mix, d'ici les élections européennes.

Le livre blanc propose aussi cinq piliers sur lesquels la Commission Juncker invite l'Europe à travailler: développer l'Europe sociale, approfondir l'Union économie et monétaire, la globalisation, l'Europe de la défense et le futur des finances de l'Europe

L'exécutif européen publiera durant les cinq prochains mois des documents de réflexions sur ces priorités. Le premier, sur l'Europe sociale, sera présenté fin avril. Celui sur la défense arrivera en juin.

Accueil mitigé des eurodéputés

Très en verve, Jean-Claude Juncker a rappelé aux députés les idéaux du projet européen. «*Il y a 60 ans, les pères fondateurs de l'Europe ont choisi d'unir le continent par la force du droit plutôt que par celle des*

armes. La plus sombre de nos journées en 2017 sera toujours bien plus lumineuse que n'importe laquelle passée par nos aïeux sur les champs de bataille.»

Les réactions ont été mitigées. Le PPE et les conservateurs de l'ECR ont soutenu la démarche présidentielle.

Le président des sociaux-démocrates Gianni Pittella (S&D) s'est dit déçu. «*Nous sommes face à la plus grande des tempêtes (...) il est nécessaire d'indiquer une priorité car la Commission est un organe politique. Il faut une solution politique*», a-t-il dit.

«*Nulle part il n'offre de solutions pour les grands défis auxquels l'Europe est confrontée, à savoir le dumping social, les inégalités croissantes, les populismes et nationalismes qui montent en flèche*», a précisé la députée socialiste belge Kathleen Van Brempt.

Guy Verhofstadt, le chef de file des libéraux, s'est prononcé pour les scénarios 4 et 5 pour «*faire les choses plus efficacement et faire plus ensemble*», estimant que les trois premiers avaient déjà été réalisés. Il a appelé à une Europe plus ambitieuse et plus unie. «*On est toujours une confédération lâche et désarticulée d'États. Si un seul membre bloque la procédure, tout s'effondre*», a-t-il regretté.

Le coprésident des Verts Philippe Lamberts a, lui aussi, réclamé une démarche plus ambitieuse. «*Nous ne pouvons tolérer la moindre discrimination autorisant un morcellement de l'Union en divers clubs*», a-t-il averti. «*L'UE ne peut réussir qu'en restant soudée.*»

La parole aux citoyens

Le débat ne sera pas confiné entre les députés et les chefs d'État et de gouvernement, a assuré le président de la Commission. Des débats seront organisés dans les mois à venir. «*La parole sera aux citoyens. La conversation vertueuse ne doit pas avoir lieu qu'à Rome ou lors de nombreux sommets, elle doit avoir lieu partout en Europe. Nous tiendrons une série de débats sur l'avenir de l'Europe*», a conclu Jean-Claude Juncker.